



A bas l'état d'urgence !

En profitant de l'inquiétude et de l'émotion provoquées par les attentats, le gouvernement restreint les libertés et impose l'état d'urgence depuis 2 mois : interdiction des manifestations et rassemblements, 3000 perquisitions administratives, 400 assignations à résidence... pour au final 2 suspicions de terrorisme !

Valls et Hollande disent que c'est pour lutter contre le terrorisme. Pourquoi alors assigner à résidence des militants écologistes ? Pourquoi terroriser des familles avec des perquisitions violentes ? Pourquoi interdire des manifestations contre les licenciements ou pour le climat ?

Non à l'état policier

Le gouvernement veut continuer ce qui était présenté comme exceptionnel. Il veut changer la Constitution pour y inscrire l'état d'urgence permanent qui irait, comme maintenant, bien au-delà de la lutte contre le terrorisme !

Il prévoit aussi une réforme pénale qui permettrait d'augmenter considérablement les pouvoirs donnés à la police : perquisitions de nuit, fouille des bagages et voitures, contrôle d'identité sur la décision des seuls préfets, extension des possibilités pour les policiers et gendarmes de faire

usage de leur arme... Nous sommes toutes et tous concernés. Ce n'est plus l'action, le délit, qui sont sanctionnés, mais le comportement ou même l'intention supposée ! Plus de pouvoir à la police, c'est moins de justice et moins de droits pour toutes et tous. C'est à terme se diriger vers une société totalitaire.

Non à la déchéance de nationalité

La seconde modification de la Constitution concerne la déchéance de la nationalité pour les binationaux. Cette mesure portée par la droite et l'extrême-droite, est reprise par Hollande et Valls. **Elle ne sert à rien contre des terroristes** qui s'en moquent. Mais rajoute une discrimination supplémentaire pour continuer d'alimenter les flots de discours nationalistes et xénophobes des politiciens de tout bord. C'est bien une politique du bouc émissaire qui est à l'œuvre et qui vise à détourner les jeunes et les salariés de leurs véritables ennemis : les grandes firmes capitalistes qui s'appuient sur les gouvernements à leur botte pour semer guerres et misère aux quatre coins de la planète.

Toutes et tous dans la rue samedi 30 janvier !

Dans les deux mois qui viennent, le gouvernement veut faire adopter ces deux textes.

Une première journée nationale de manifestation aura lieu le 30 janvier dans toute la France à l'appel de nombreuses associations et organisations.

Il faut faire reculer le gouvernement pour :

- **la levée immédiate de l'état d'urgence et de l'état d'exception permanent**
- **l'abandon de la constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité**
- **l'arrêt de la stigmatisation de la population**
- **dire non aux guerres qui nourrissent le terrorisme**



à Limoges : samedi 30 janvier 2016

manifestation à 14h place de la République

Mairie de Limoges : pas aux travailleurs de payer !

Se retranchant derrière les baisses de dotation de l'Etat, que Sarkozy a enclenchées et qu'Hollande a poursuivies, le Maire de Limoges s'en prend aux travailleurs de la Ville pour leur supprimer 5 jours de congés acquis conventionnellement antérieurement. Après la restructuration sur le dos du personnel dans les cantines scolaires, c'est à l'ensemble du personnel municipal que le maire s'attaque.

Pour l'instant, stupeur et surprise passées, les employés ne comptent pas en rester là. Ils étaient nombreux à battre le pavé ce mardi 26 janvier et pas prêts d'accepter « de travailler plus pour gagner moins ». Alors que le chômage bat tous les records, c'est le partage du temps de travail, dans le public comme dans le privé qui s'impose.

35 h et RTT

Il n'y a pas qu'à la mairie de Limoges... Hôpitaux, SNCF, EDF, Poste, Collectivités Territoriales, tous ont dans les cartons d'augmenter le temps de travail par la suppression de congés ou RTT.

Il en va de même dans le privé où les patrons veulent détourner les 35 h par des accords d'entreprises, avec l'aval du gouvernement qui tente de modifier le code du travail.

Nous sommes tous attaqués, c'est tous ensemble que nous devons riposter !

« Les frontières tuent ! Liberté de circulation ! »

2 000 personnes ont manifesté à Calais pour exiger des conditions d'accueil dignes pour les réfugiés. Dans la « jungle », cet immense bidonville, s'entassent et survivent dans le froid et dans la boue, quelques 4 000 personnes, dont de nombreux enfants.

Le gouvernement se moque de leur sort tragique, et ils ne peuvent compter que sur l'aide des bénévoles et la solidarité d'une partie de la population.

Cette situation criminelle est le résultat de l'absurdité des lois sur l'immigration : l'Angleterre ferme ses frontières, mais ceux qui veulent ou doivent s'y rendre, après avoir traversé l'Europe clandestinement dans des conditions ignobles, se retrouvent bloqués face à la mer !

La mobilisation paie

Dans son obsession de réduire le personnel hospitalier, la dernière trouvaille de la direction de l'Hôpital Esquirol a été de vouloir supprimer les postes d'ASH - agent de service hospitalier - des hôpitaux de Jour du Centre de Patients Agés (pour sous-traiter le ménage au privé ?)

Pourtant, pour les personnes âgées c'est important que tous les personnels qu'elles côtoient fassent partie de l'équipe hospitalière qui les accompagne. Face à l'unanimité des protestations, la direction a remballé son projet.

Nous sommes tous des Goodyear !

Huit salariés de Goodyear, pour la séquestration sans violences de deux cadres dans l'usine occupée d'Amiens, sont condamnés à 24 mois de prison, dont 9 mois fermes.

Goodyear, en situation financière florissante, ferma l'usine d'Amiens avec 1150 licenciements. 750 travailleurs sont toujours au chômage.

En application de l'accord de fin de conflit, Goodyear avait retiré sa plainte, tout comme les deux cadres concernés. C'est donc le parquet qui a poursuivi les salariés pour séquestration. Une décision donc clairement politique qui s'inscrit dans la volonté de répression du mouvement social, engagée par le gouvernement.

Le 1^{er} février, c'est au tour de salariés de Ford Blanquefort d'être convoqués au commissariat pour avoir manifesté au salon de l'auto. Nouvelle manœuvre d'intimidation, après Air France, à l'encontre de tous les salariés de ce pays.

**Joignons-nous le jeudi 4 février, au
rassemblement de soutien aux Goodyear, à
11h30 devant le Palais de Justice de
Limoges.**

Un monde de fous

Un rapport de l'ONG Oxfam révèle que 1 % de la population mondiale possède plus de richesses que les 99 % restants. A elles seules, 62 personnes possèdent un patrimoine plus important que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Il est urgent de renverser ce système capitaliste.